

LE JECO

de la semaine

08 au 14 Février 2025



SOMMAIRE

Secteur Financier - La BRED Banque s'implante à Madagascar.....	2
Transition énergétique : Feu vert pour l'expansion du réseau électrique et des énergies renouvelables.....	2
Développement de la pêche : 10 000 alevins introduits à Ankadinondry Sakay	3
Industrie : Le GCID pour un meilleur accès aux informations et documentations.....	3
Extraction Minière - Trois mille emplois à pourvoir chez Base Toliara.....	4
Transaction et dédouanement : lancement du rapport stratégique par la Sadc.....	5
industria : Hatsangana ny vaomiera mpanatanteraka.....	5
Forum économique - Des opportunités malgaches présentées à Genève	5
Catalogue - Madagascar mieux vu en termes d'investissement	6
Exportations : Baisse de 15,4% des recettes en devises pour la vanille	6
Port de Toamasina : les travaux d'extension avancent progressivement.....	7
Sécurité alimentaire - Vision pérenne entre les pays de l'océan Indien	7
Best Tourism Villages 2025 : Madagascar à nouveau en lice	8
Défi minier : Madagascar face au boom des batteries électriques.....	8
Secteur d'activité - Le textile en tête des exportations vers les États-Unis	9
Économie Bleue : Forum des Jeunes africains à Toliara en avril 2025.....	9
Douanes : L'administration dénonce une annonce frauduleuse de vente aux enchères de véhicules	10
Comité mondial des FCEM 2025 : les femmes entrepreneures se donnent rendez-vous à Madagascar	10
Perspectives économiques en Afrique : l'avenir de l'Agoa entre les mains de Donald Trump.....	11
Conjoncture économique : Stratégies de mitigation de trois crises majeures depuis 2019	12
Madagascar – Emirats arabes unis : renforcement des relations économiques et commerciales.....	13
Politique commerciale – Madagascar affirme maintenir la libéralisation de son économie avec une concurrence saine et loyale	13

Secteur Financier - La BRED Banque s'implante à Madagascar

ITAMARA OTTON | 08 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Après plusieurs mois de négociations entre la Société Générale et la BRED Banque Populaire, c'est officiel, la BRED s'installe dans la Grande Île et devient un acteur de premier plan du paysage financier malgache.

UN tournant dans le secteur bancaire local. En reprenant la Société Générale Madagasikara, la BRED Banque Populaire ne se contente pas de changer de nom, elle redessine les contours du marché.



L'annonce a été faite le jeudi 30 janvier lors d'une réception à la Résidence de France à Ivandry, où les convives ont célébré cette nouvelle étape. Thierry Charras-Gillot, directeur général de BRED Madagasikara, a assuré que cette transition ne perturbera pas les clients de la SG Madagasikara. « Pour eux, c'est comme si l'on changeait de décor sans toucher à l'intrigue. Notre priorité est d'accompagner nos clients au quotidien », a-t-il déclaré. La BRED ne compte pas se précipiter.

« Nous sommes encore en phase de découverte, à l'écoute du marché malgache. Notre objectif est d'optimiser nos

offres pour mieux servir nos clients », a-t-il ajouté, soulignant l'importance de l'écoute et de l'adaptation.

Concernant l'actionnariat, l'État malgache conserve une part du capital. « La Banque de Madagascar détient une portion des actions, mais la BRED reste majoritaire. Après tout, la BRED appartient avant tout à ses clients », a précisé Jean-Paul Julia, directeur général de la BRED Banque Populaire, qui était présent pour l'occasion.

Énorme potentiel

Avec près de trois cent mille clients, la BRED à Madagascar se positionne comme un acteur incontournable, avec plus de mille collaborateurs. En 2023, cette institution financière a affiché un chiffre d'affaires consolidé de 1,34 milliard d'euros, avec un résultat net de 319 millions d'euros. Jean-Paul Julia a également mis en lumière l'énorme potentiel du marché malgache : « Madagascar est une terre de promesses. Déjà présents à La Réunion, Djibouti et Mayotte, nous rêvions de cette implantation. Le dynamisme économique du pays nous pousse à accompagner sa transition vers le développement ». L'arrivée de la BRED à Madagascar est donc bien plus qu'une simple expansion : c'est une opportunité de faire fructifier les investissements et de revitaliser un secteur bancaire en pleine mutation, face à une concurrence toujours plus dynamique.

Transition énergétique : Feu vert pour l'expansion du réseau électrique et des énergies renouvelables

ANTSIA R. | 08 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

L'amélioration de l'accès à l'électricité a fait partie des grands sujets discutés en Conseil des ministres de cette semaine. Le MEH (Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures) a évoqué plusieurs projets qui transformeront le paysage énergétique du pays.

Le Conseil des ministres du 5 février dernier a validé le projet Tana Medium Ring, qui vise à améliorer l'accès à l'électricité dans la Capitale et ses environs. Ce projet comprend la construction de 193 km de lignes de transport électrique de 90 kV ainsi que le renforcement des infrastructures existantes sur le RIA (Réseau interconnecté d'Antananarivo). Huit nouvelles sous-stations verront le jour à Antsipolitra, Antsirabe I, Antanifotsy, Behenjy, Tana Sud II, Ambohijanaka, Tana Ouest II et Imerintsiasosika. Ce projet a été discuté lors du FOCAC en Chine en septembre 2024 et toutes les études préalables sont désormais achevées, selon le ministère de tutelle. Le président Andry Rajoelina a donné pour instruction d'accélérer sa mise en œuvre.

Cap sur les énergies renouvelables

Dans la continuité de son engagement pour un mix énergétique plus vert, le Gouvernement a approuvé plusieurs projets solaires de grande envergure, parmi lesquels figurent les deux centrales photovoltaïques de 50 MW et 250 MW en cours de développement, la centrale solaire d'Ambatomirahavavy, destinée à renforcer l'alimentation du RIA, ainsi qu'une nouvelle centrale de 100 MW à Tsarasaotra, dont l'aménagement du site a déjà commencé.

Inclusif

Le Gouvernement prévoit également la mise en place de centrales régionales totalisant 30 MW pour alimenter plusieurs grandes villes. Ces centrales seront aménagées

à Madiro Nosy-Be, à Ramena Antsiranana et à Toliara à proximité de l'aéroport. En outre, des études techniques sont en cours pour les projets de Mahajanga, Toamasina et Fianarantsoa, afin de définir les sites d'implantation

optimaux. Pour sa part, le président de la République, Andry Rajoelina réaffirme son ambition de doubler la production d'électricité grâce aux énergies renouvelables et d'atteindre un taux d'électrification de 75% d'ici 2030.

Développement de la pêche : 10 000 alevins introduits à Ankadinondry Sakay

ANTSIA R. | 08 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

L'empoissonnement des lacs d'Ankadinondry Sakay a été réalisé cette semaine. Le secteur halieutique de cette zone franchit une nouvelle étape avec l'introduction de 10 000 alevins dans six des huit lacs que compte la localité. Cette initiative s'est déroulée en marge d'une campagne de reboisement et vise à renforcer la filière piscicole locale. Les alevins ont été remis aux associations de pêcheurs de la région, accompagnés de reproducteurs comprenant cinq femelles et quatre mâles. Pour garantir le succès de cette opération, le MPEB (Ministère de la Pêche et de

l'Economie Bleue) a dispensé des conseils techniques sur les bonnes pratiques d'ensemencement et d'élevage des poissons. L'événement a réuni plusieurs personnalités, dont le ministre de tutelle, le député de la circonscription, le gouverneur de la région et d'autres autorités locales. L'engouement des habitants pour le développement de la pêche témoigne d'une volonté collective de dynamiser l'économie locale et de promouvoir une gestion durable des ressources aquatiques.

Industrie : Le GCID pour un meilleur accès aux informations et documentations

R. EDMOND. | 08 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Désormais le public, qu'il soit individuel ou professionnel, a droit à un meilleur accès aux informations documentations et services du ministère de l'Industrialisation.

Ce département clé de l'économie continue à innover en mettant en place le Guichet Central d'Informations et de Documentations (GCID)

Politique générale de l'Etat

Situé dans les locaux du MIC à Ambohidahy, le GCID est un espace dédié à l'accueil des usagers comme les particuliers, les opérateurs économiques, les entreprises, des coopératives, des chercheurs, des étudiants, des associations... Le guichet offre, entre autres services, les informations, les documentations, les appuis et conseils à la création d'entreprises... Il s'agit en somme de donner aux usagers toutes les réponses à leurs besoins et à leurs attentes. « Cette démarche entre dans le cadre de la réalisation de la politique générale de l'Etat en matière d'industrialisation et démontre la volonté du ministère d'améliorer les offres de services de qualité aux usagers », a déclaré le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa, hier durant l'inauguration du GCID. Ce guichet se charge également de la réception des différentes demandes adressées par les usagers auprès du MIC. Et ce, avec un traitement le plus rapide possible et avec une bonne organisation en coordination. Le GCID est accessible tous les jours ouvrables de 8h à 12h le matin et de 13h à 16h l'après-midi. Les plaintes ou demandes d'informations peuvent être formulées, auprès des responsables ou par le biais des statistiques et outils prévus à cet effet.

CATI

Le GCID fait également office de centre de documentation grâce au Centre d'Assistance à la Technologie et à l'Innovation (CATI) qui donne accès aux informations relatives aux évolutions technologiques, et aux données internationales sur les innovations.



Il en est de même de la Plateforme d'Information Commerciale de Madagascar (PICM), qui offre des conseils et des informations sur les activités commerciales et l'entrepreneuriat local, tout en ayant des liens avec l'international. Les visiteurs peuvent accéder gratuitement et directement au site www.pic.commerce.mg en se rendant à Ambohidahy. Le Guichet Central d'Information et de Documentation sert également de lieu de rencontre pour les entrepreneurs, les gestionnaires d'entreprises ou ceux issus de coopératives. Un guichet multiservice en somme et avec un accueil de grande qualité, desservi par les techniciens du ministère de l'Industrialisation et du Commerce facilitent les échanges grâce à leur expérience.

Extraction Minière - Trois mille emplois à pourvoir chez Base Toliara

MIRANA IHARILIVA | 10 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La compagnie minière, relevée de sa suspension il y a trois mois, avance actuellement dans le recrutement de son personnel salarié. La phase de recrutement a commencé. Les annonces de recrutement ont débuté la semaine dernière sur les réseaux sociaux et par affichage au bureau de la compagnie Base Toliara, situé sur l'avenue Monja Jaona à Amoroniriaka, Toliara.



Les annonces sont rédigées en anglais et en malgache. La première vague concerne des postes de responsables seniors et d'assistants en recrutement, d'agents temporaires d'enregistrement ainsi que de chargés et d'assistants en ressources humaines.

La dernière annonce, publiée il y a quatre jours, concerne des postes de chargés en technologies informatiques.

Une conférence de presse a été tenue samedi dernier par Amanda Tagliaferri, Manager Human Resources and Organisational Development de Base Toliara. Elle a expliqué les deux étapes du processus de recrutement organisé par la compagnie.

« Nous sommes actuellement en phase préparatoire pour la construction des infrastructures essentielles à l'extraction minière proprement dite. La construction est prévue pour débuter dans quatorze mois. La compagnie aura besoin de deux mille personnes en emplois directs pour cette phase », a-t-elle précisé.

Parmi ces deux mille emplois directs, sept cents ne nécessitent ni diplôme ni qualification spécifique.

« Base Toliara envisage de former en priorité les candidats sélectionnés issus des cinq communes d'intervention de la compagnie, à savoir Tsianisiha, Ankilimalinike, Maromiandra, Belalanda et Toliara I. Les formations porteront sur la construction, le bétonnage, la maintenance, l'électricité, la mécanique, la soudure, les opérations

d'extraction minière et iront même jusqu'à l'alphabétisation », a ajouté la responsable.

Transparence dans le recrutement

Outre la réception des nouvelles candidatures en fonction des besoins de la compagnie, il a été précisé que les dossiers déjà enregistrés près de huit mille candidatures dans les bases de données de Base Toliara seront également examinés. Les sessions de renforcement des capacités communautaires sont prévues pour débuter dans quatre semaines.

Pour les postes nécessitant une spécialisation, des tests seront organisés afin d'évaluer le niveau réel des candidats.

« La phase d'extraction nécessitera mille autres emplois directs. Les prochains recrutements suivront le rythme des besoins en fonction des différentes phases d'exploitation », a ajouté l'Australienne.

Par ailleurs, les vingt-deux jeunes envoyés en formation chez Base Resources au Kenya en 2019 dont la plupart ont depuis trouvé un emploi ailleurs devront suivre la procédure de recrutement normale et seront embauchés uniquement si leur profil correspond aux postes disponibles.

La conférence de presse tenue samedi à Toliara a également révélé la mise en place d'un Comité de transparence des recrutements en collaboration avec les autorités.

« Il n'existe aucun autre moyen d'obtenir un emploi chez Base Toliara que par la procédure officielle de recrutement mise en place par la compagnie », a déclaré Samuel Mahafaritsy, directeur des relations externes de la société. Autrement dit, toute tentative d'intervention externe est impossible et le recrutement est entièrement gratuit.

Concernant la répartition entre cadres étrangers et employés malgaches, il a été précisé que, comme dans toute grande entreprise où les actionnaires majoritaires sont étrangers, ceux-ci doivent d'abord sécuriser leurs investissements et leur expertise. Le transfert de compétences se fera progressivement, selon un calendrier défini. Actuellement, le quota d'employés étrangers est de 30%, mais il diminuera progressivement pour atteindre 10% d'ici huit à dix ans, et continuera de baisser par la suite. La compagnie prévoit une présence sur les trente-huit prochaines années.

Transaction et dédouanement : lancement du rapport stratégique par la Sadc

JEAN RIANA | 10 Février | LES NOUVELLES

La Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc) a procédé au lancement du rapport stratégique sur le temps de dédouanement des marchandises (TRS) le long de son corridor commercial Nord-Sud, le 7 février à Harare, Zimbabwe. Ce, dans le cadre du programme de facilitation du commerce (TFP), une étape importante vers l'amélioration de l'efficacité commerciale et de l'intégration régionale. A noter que le TRS a été développé pour aider les Etats membres de la Sadc incluant Madagascar à remédier aux goulots d'étranglements, aux lourdes procédures ainsi qu'aux opérations non coordonnées entre les agences frontalières, tout en s'attaquant aux infrastructures inadéquates.

Dans cette optique, l'étude effectuée à ce propos, avec la coordination du secrétariat de la Sadc et le soutien

de l'Union européenne, s'est étendue depuis le port de Durban en Afrique du Sud jusqu'au poste frontière de Kasumbalesa en Zambie, en passant par des points stratégiques comme Beitbridge et Chirundu. Il s'agit de la première étude complète de cet axe stratégique, évaluant l'efficacité du dédouanement des marchandises dans les principaux ports maritimes et postes frontières. Le TRS est un instrument phare de facilitation des échanges soutenant la mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation régionale, ancrée dans la chaîne de valeur régionale dans le cadre de la consolidation de la zone de libre échange de la Sadc, conformément au plan de développement stratégique indicatif régional (RISDP) 2020-2030.

Industria : Hatsangana ny vaomiera mpanatanteraka

HENINTSOA H. | 10 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Hatao eto Madagasikara ny volana aogositra ny fihaonana an-tampony faha-45 an' ny filoham-pirenena sy lehiben'ny governemanta eo anivon'ny Sadc. Mifanindry an-dalana amin'izay ny fanamarihana ny Herinandron'ny fampiroboroana ny industria, andiany faha-8. Tapaka nandritra ny dinika niarahan'ny minisitry ny Fampiroboroana ny industria sy ny varotra, Ralambofiringa David, sy ny solotenan'ny minisiteran'ny Raharaham-bahiny, ny Economic Development Board of Madagascar (EDBM) ary ny Sendikan'ny industria eto Madagasikara (SIM),

tetsy Ambohidahy, fa hatsangana ny vaomiera samihafa handrindra sy handamina ny asa rehetra. Antenaina fa hanatsara ny tontolon'ny fandraharahana aty amin'ny faritr'Afrika ny hetsika ka hampivondrona ireo matiha-nina sy mpampiasa vola ary ireo rafitra mpandraharaha ara-bola. Andrasana koa ny hampiroboroana sy hitondrana zava-baovao maharitra eo amin'ny sehatry ny industria ho an'ireo mpikambana ny Sadc. Noho izany, omena lanja mandritra io fotoana io ireo singa samihafa mampiavaka ny firenena malagasy.

Forum économique - Des opportunités malgaches présentées à Genève

ITAMARA OTTON | 11 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les préparatifs s'accélèrent pour le Forum économique du secteur privé, qui se tiendra les 2 et 3 mai prochains à Genève, en Suisse. Cet événement promet d'être une véritable vitrine des richesses de l'île Rouge.

C'est une chance unique de nouer des partenariats fructueux et de présenter des produits malgaches à un public international. En effet, Genève, point névralgique du commerce européen, offre une plateforme idéale pour attirer des investisseurs du monde entier. Bernardin Ramiandrisoa, directeur général de la FCCIM, souligne : « Cette rencontre internationale vise à bâtir des partenariats bénéfiques entre les opérateurs économiques malgaches et étrangers, notamment dans les secteurs du tourisme, de l'artisanat, de l'industrie, des mines et de l'agribusiness. » En plus des conférences et débats enrichissants, une vente-exposition de produits malgaches mettra en lumière la qualité exceptionnelle de l'artisanat de l'île.

Madagascar se positionne comme une véritable terre d'investissement, pleine de promesses.



Ramiandrisoa annonce également qu'une délégation d'opérateurs économiques européens se rendra sur l'île prochainement pour explorer de nouvelles opportunités.

Les inscriptions pour participer à cet événement sont ouvertes jusqu'au 28 février, et les organisateurs encouragent vivement les intéressés à s'inscrire rapidement. Des mesures seront mises en place pour faciliter l'obtention des visas pour ce périple économique sur le Vieux Continent, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères.

Volonté

La délégation malgache comptera environ cinquante participants, incluant des opérateurs, des responsables publics et privés, ainsi que des facilitateurs pour les rencontres B2B. Cet événement témoigne de la volonté des autorités malgaches de dynamiser le secteur privé et de séduire des investisseurs étrangers en mettant en avant les nombreuses opportunités économiques qu'offre

Madagascar. Plus d'une centaine de participants, tant malgaches qu'étrangers, sont attendus, soulignant l'importance de ce forum pour le développement économique du pays.

Le secteur privé mise sur les opérateurs européens, conscients que l'Europe impose des normes élevées. « Les exigences sont certes élevées, mais ces collaborations avec des investisseurs permettront d'augmenter la valeur ajoutée des produits malgaches sur le marché européen », explique Bernardin Ramiandrisoa. Pour cet événement, la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar espère atteindre un taux de conclusion de contrats d'au moins 60%. Un objectif ambitieux qui pourrait ouvrir de nouvelles perspectives pour l'économie malgache !

Catalogue - Madagascar mieux vu en termes d'investissement

ERIC RANJALAHY | 11 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une bonne note pour Lantsoa Rakotomalala, ambassadrice à Washington. Grâce à ses actions, « Madagascar fera partie des cinq pays africains qui seront présentés dans le Guide d'investissement 2025 de l'US-Africa Business Center ». L'ambassade de Madagascar aux États-Unis a fait part de la nouvelle, à l'issue de la discussion stratégique entre Lantsoa Rakotomalala et la présidente de ce centre, Kendra Gaither. C'était en marge du Dialogue politique sur l'Afrique et de la séance d'information à l'intention des ambassadeurs qui s'est tenue au siège de la Chambre de commerce des États-Unis à Washington. À l'heure où les mauvaises nouvelles s'enchaînent avec les décrets d'annulation signés à tout va

par Donald Trump, une telle information ne serait pas de trop pour mettre un peu de baume au cœur.

« Madagascar sera ainsi mis en avant dans ce Guide d'Investissement qui fournira des informations clés pour les entreprises américaines et les investisseurs mondiaux. Le potentiel d'investissement de la Grande île ainsi que les vastes opportunités de son marché en pleine croissance y seront exposés », annonce l'ambassade de Madagascar aux États-Unis. Et ce, en soutenant que les réformes entreprises dans l'amélioration de l'environnement des affaires au pays auraient été considérées. Ce sont autant d'avantages à tirer de cette mise en avant des attraits de la Grande île.

Exportations : Baisse de 15,4% des recettes en devises pour la vanille

R. EDMOND. | 11 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Les perspectives ne sont toujours pas bonnes pour la filière vanille. Après une campagne 2023 – 2024 marquée par une forte baisse des prix à l'exportation, celle de 2024-2025 est encore incertaine.

Baisse du prix moyen

Dans sa dernière note de conjoncture économique, la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) indique que « les recettes de la vanille se sont contractées de 15,4% en 2024 ».

Il s'agit selon la Banque centrale de Madagascar d'une réduction des recettes en devises consécutive à la baisse du prix moyen à l'exportation de 74%. Et ce, malgré une importante augmentation de la quantité exportée. Cette crise traversée par la filière impacte durement sur les paysans producteurs en raison des prix dérisoires pratiqués par certains exportateurs. Dans la SAVA, les producteurs commencent à interpeller les autorités pour que ces

dernières prennent les dispositions afin d'éviter le pire. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce a déjà annoncé sa détermination à mettre en place une stratégie de protection des intérêts des paysans. Ce département prévoit également un projet de mise en place d'un laboratoire d'analyse pour améliorer le contrôle de qualité de la vanille de Madagascar.

Secteur minier

Pour en revenir aux exportations en générale, la vanille n'est pas le seul produit qui a connu une crise en 2024. « Les exportations de biens ont diminué de 17,2% par rapport à 2023, en raison de la baisse des recettes générées par la vanille, le girofle, le nickel et le cobalt, et les

produits des entreprises franches », précise la Banque centrale. Le secteur minier a connu pire en 2024.



« Les exportations de nickel et de cobalt ont baissé de 43,9% et 47,0%, à la suite de la diminution du volume exporté et du prix moyen. L'expédition de nickel a reculé de 24,5% avec un prix moyen de 25,7%. De son côté, le prix du cobalt s'est contracté de 23,6%, avec un volume exporté en baisse de 30,7%. Les exportations sous le régime de « zone franche » se sont repliées de 5,3%,

sous l'effet d'une baisse de 7,2% du volume, en dépit d'une augmentation du prix de 2,0% ».

Bonnes performances

Par ailleurs, les exportations de girofle ont diminué de 35,5%, en raison d'une baisse du volume de 31,0% et du prix de 6,5%. Heureusement que certains produits ont enregistré de bonnes performances. En effet, les exportations d'huiles essentielles se sont accrues de 124%, tirées par une augmentation des commandes de 169,6% et ce, malgré un repli du prix moyen de 16,9%. Les recettes d'exportations de graphite ont progressé de 26,1%, à la suite de la hausse du volume de 36,8%, tandis que le prix moyen a reculé de 7,8%. Les exportations de cacao en fèves ont bondi de 140,2%, en raison d'un renchérissement de 119,1% de son prix à l'international, ainsi que d'une hausse des commandes de 9,6%.

Port de Toamasina : les travaux d'extension avancent progressivement

JEAN RIANA | 11 FÉVRIER | LES NOUVELLES

D'après le bulletin trimestriel du port de Toamasina Spat 4e trimestre 2024 (Port Echo N°55) sorti dernièrement, l'extension du port de Toamasina avance lentement mais sûrement, visant à transformer ce port en une plateforme de premier plan.

Le bulletin spécifie que l'extension du brise-lames ou digue de protection de 345 m est en grande partie finalisée, de même que les travaux de dragage des chenaux d'accès, essentiels pour faciliter le passage de navires de plus grande taille, et qui ont été terminés en mars 2024. Cela incluait l'approfondissement du chenal d'approche au Quai C4 à -14 m et du bassin d'évitage jusqu'à -16 m. Parallèlement, les travaux tels que la construction d'un nouveau quai à conteneurs C4 de 470 m de long avec une profondeur de -16 m, et le dragage des quais existants (C1, C2 et C3) pour atteindre les profondeurs -14 m et -16 m, restent à accomplir.

La mise en place d'ouvrages de protection du littoral dont 5 épis ou jetées (A, B, B', C et C2), figure aussi parmi les

travaux d'extension du port. Selon le bulletin, leur mise en place a pu se faire grâce à une planification rigoureuse et une organisation optimisée des ressources, le chantier est entré dans sa phase finale sans ajustements de dernière minute. Par rapport à cela, « Aucun obstacle majeur n'a entravé l'avancement des travaux », rapporte Harinambinina Andrianaja, ingénieur de l'OCG. Il ajoute que toutes les grandes étapes dont, entre autres, les gros travaux de structures, ont été achevées. Il ne reste plus que les finitions, consolidant ainsi un taux de réussite de 99% pour une livraison dans les délais. Le rôle des 5 jetées n'est pas seulement de protéger le littoral de Toamasina, mais aussi de limiter l'ensablement du chenal d'accès au quai plage, près du Club Nautique.

Sécurité alimentaire - Vision pérenne entre les pays de l'océan Indien

IRINA TSIMIJALY | 12 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La quatrième réunion du Comité de Suivi du programme SANOI s'est tenue à Antananarivo. Le projet vise à promouvoir une agriculture durable et à lutter contre la malnutrition dans l'océan Indien.

Une coopération régionale renforcée pour une sécurité alimentaire durable.

La quatrième réunion du Comité de Suivi Opérationnel du programme SANOI (Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de l'Océan Indien) s'est tenue hier à l'hôtel Ibis Ankorondrano, à Antananarivo. Cet événement a

réuni des représentants des îles de l'océan Indien afin de faire le point sur les avancées du projet et de renforcer la coopération régionale en matière de sécurité alimentaire. Le programme SANOI, piloté par la Commission de l'océan Indien (COI), repose sur quatre axes majeurs : la promotion de l'agroécologie face aux défis climatiques, la

facilitation du commerce agricole en levant les obstacles phytosanitaires, la lutte contre la malnutrition et l'amélioration de l'accès aux informations agricoles pour les agriculteurs et décideurs.

Sur le terrain, plusieurs initiatives ont déjà porté leurs fruits. Dans la région Itasy, des pratiques agricoles durables ont été mises en place afin de limiter l'usage d'engrais chimiques. À Bongolava, l'installation de dispositifs de séchage a permis aux agriculteurs de mieux conserver leurs récoltes.

Un engagement collectif

Le rapport présenté hier par le comité de pilotage confirme ces avancées et souligne la nécessité de poursuivre les efforts.

Lors de son intervention, le Secrétaire général de la COI, Edgard Razafindravahy, a insisté sur l'importance de cette coopération régionale : « Nos pays et nos familles ont toujours su tirer parti de leurs ressources et de leurs savoirs. Mais aujourd'hui, face aux défis qui menacent notre sécurité alimentaire, nous devons agir ensemble. Le projet SANOI est une réponse concrète à ces enjeux. » Maminaina Marc, chargé de mission au Secrétariat général de la COI, a rappelé que la pérennité du projet repose sur l'engagement de chaque île et sur le renforcement des partenariats techniques et financiers. Des

discussions sont en cours pour garantir la continuité du programme et mobiliser des financements supplémentaires, notamment afin de moderniser les systèmes de production et de soutenir les agriculteurs.



L'avenir du projet sera au cœur du sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'océan Indien, prévu le 24 avril prochain à Nosy Be. « Une autonomie alimentaire solide pour notre région est une ambition qui se concrétisera lors de ce sommet. Ce que nous faisons aujourd'hui déterminera notre avenir. », a conclu Edgard Razafindravahy. Avec l'extension du programme SANOI, les pays de l'océan Indien réaffirment leur engagement en faveur d'une agriculture plus durable, résiliente et solidaire.

Best Tourism Villages 2025 : Madagascar à nouveau en lice

JEAN RIANA | 12 FÉVRIER | LES NOUVELLES

L'ONU Tourisme lance les procédures d'appel à candidature au Best Tourism Village 2025 jusqu'au 19 mai. Ayant déjà participé à ce programme dans les précédentes éditions, Madagascar sera à nouveau en lice.

Dans cette optique, le ministère du Tourisme et de l'artisanat vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt à l'intention des associations, organisations et communautés locales pour soumettre leur candidature.

A titre de rappel, lancé en 2021 par ONU Tourisme, Best Tourism Villages met à l'honneur les villages engagés dans un développement durable et inclusif à travers le tourisme. Depuis son lancement, plus de 800 candidatures issues de 100 pays ont été soumises, et 254 villages

ont intégré le réseau. Les villages sélectionnés rejoignent un réseau international bénéficiant d'un accompagnement stratégique pour améliorer leur attractivité.

Les critères d'évaluation sont alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD) dont les ressources culturelles et naturelles, la promotion et conservation des ressources culturelles, la durabilité économique, la durabilité sociale, la durabilité environnementale, le développement du tourisme et intégration de la chaîne de valeur, la gouvernance et priorité accordée au tourisme, infrastructure et connectivité, santé, sûreté et sécurité.

Défi minier : Madagascar face au boom des batteries électriques

ARH. | 12 FÉVRIER | LES NOUVELLES

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) vient de publier son rapport sur les chaînes d'approvisionnement des batteries électriques, intitulé « EV Battery Supply Chain Sustainability ». La demande mondiale en batteries devrait être multipliée par sept d'ici dix ans, portée par la croissance des ventes de véhicules électriques, qui représentent déjà plus de 90% du marché. Cette tendance pourrait profiter aux pays riches en minéraux critiques, comme Madagascar.

Cependant, la Grande île, l'un des principaux producteurs mondiaux de graphite, doit surmonter plusieurs obstacles

pour tirer parti de cette opportunité. La baisse des prix des minerais stratégiques, notamment du graphite et du cobalt, fragilise le secteur. Madagascar produit en moyenne 80.000 tonnes de graphite et entre 3.000 et 5.000 tonnes de cobalt par an. Mais ces volumes ne suffisent pas à compenser la chute des cours mondiaux. Pour renforcer son attractivité, le pays a mis à jour son cadre réglementaire avec un nouveau code minier et la refonte de la loi sur les grands investissements miniers. Des campagnes de promotion des investissements

étrangers ont également été menées, mais leur efficacité à long terme reste à démontrer.

Le secteur minier représente 99% des revenus extractifs. Il a généré plus de 317 milliards d'ariary en impôts et taxes, selon l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (EITI). Les mines contribuent aussi aux exportations, où elles pèsent pour 43% des recettes.

Les géants miniers comme Ambatovy et Qit Madagascar Minerals (QMM) participent activement au développement local. En 2022, Ambatovy a versé 265 milliards d'ariary en taxes et redevances, tandis que QMM en a contribué à hauteur de 56 milliards. Ces apports financiers permettent à l'Etat de stabiliser l'ariary et de soutenir les collectivités locales.

Secteur d'activité - Le textile en tête des exportations vers les États-Unis

IRINA TSIMIJALY | 13 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le textile est le moteur du commerce entre Madagascar et les États-Unis. En 2024, les exportations malgaches vers ce pays ont atteint 733,2 millions de dollars (environ 2 933 milliards d'ariary), et près de la moitié de cette somme provient des produits textiles, selon les données du Bureau de recensement américain.

Avec 49,3% des exportations malgaches destinées aux États-Unis, le textile devance largement d'autres produits phares comme la vanille (20,7%) et les minerais de titane (10%).



Ce succès repose en grande partie sur l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), un accord commercial qui permet aux produits malgaches d'entrer sur le marché américain sans droits de douane. Cette exemption fait toute la différence pour la compétitivité des entreprises locales et la pérennité des emplois.

Il y a deux ans, les exportations textiles malgaches vers les États-Unis avaient déjà dépassé 4 milliards de dollars

(environ 16 000 milliards d'ariary), confirmant les États-Unis comme le premier client de Madagascar dans ce secteur, loin devant la France. Comme l'indique le document, plus d'un tiers (37,7%) des exportations textiles malgaches prenaient la direction des États-Unis, contre seulement 22,13% vers la France.

Malgré une légère baisse des exportations en 2024, le textile reste un secteur vital pour l'économie malgache. Il fait vivre des milliers de travailleurs, soutient de nombreuses familles et génère des devises essentielles au pays. Mais l'avenir est incertain : l'AGOA arrive à échéance en septembre prochain, et son renouvellement n'est pas garanti.

Si l'accord venait à disparaître, de nombreuses usines risqueraient de fermer, mettant en péril des milliers d'emplois et affaiblissant l'économie locale. Face à cette menace, les acteurs du secteur restent mobilisés, espérant une reconduction de l'accord ou, à défaut, une adaptation rapide pour trouver de nouveaux débouchés.

Économie Bleue : Forum des Jeunes africains à Toliara en avril 2025

ANTSAR. | 13 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Toliara accueillera la deuxième édition du Forum des jeunes africains sur l'Économie bleue (FOJAEB), prévue du 17 au 19 avril 2025. Selon les organisateurs, plus de 500 participants issus des pays d'Afrique seront au rendez-vous.

« Économie bleue durable : appropriation, performances et innovations pour la renaissance de l'Afrique », tel sera le thème de l'édition 2025 du FOJAEB, qui promet de rassembler des jeunes participants, provenant aussi bien de Madagascar que d'autres pays africains et au-delà. Jeunes leaders, experts, universitaires, ainsi que des responsables politiques et institutionnels, seront réunis pour échanger sur les enjeux et les opportunités liés à l'exploitation durable des ressources maritimes. Co-organisé

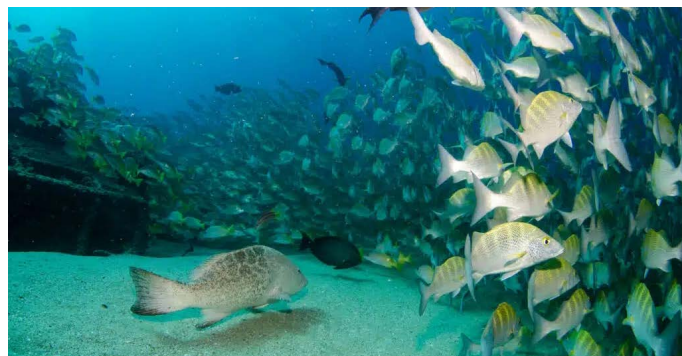
par le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue (MPEB) de Madagascar et l'Organisation panafricaine de la jeunesse pour l'Économie bleue (OPJEB), cet événement s'inscrit dans une dynamique de mobilisation de la jeunesse africaine pour une économie bleue durable. Le MPEB dirigé par le ministre Paubert Mahatante assure également la présidence du Comité d'Organisation, tandis qu'Ernest Tindo, président de l'OPJEB, occupe le rôle de Commissaire Général du FOJAEB.

Axé sur l'avenir

Cet événement sera une occasion unique pour les jeunes de toute l'Afrique de s'impliquer dans le développement de l'économie bleue, un secteur qui englobe les industries liées aux océans, aux mers et aux ressources côtières. Selon les organisateurs, le FOJAEB permettra de dégager une vision commune pour un avenir maritime prospère, tout en explorant des solutions aux défis auxquels le secteur est confronté. Les participants auront ainsi l'opportunité de discuter des performances actuelles et des innovations nécessaires pour une croissance bleue durable. L'importance de ce forum dépasse largement le cadre des échanges académiques et des discussions techniques. En effet, l'un des objectifs principaux du FOJAEB est de sensibiliser la jeunesse africaine aux multiples opportunités offertes par l'économie bleue. Que ce soit à travers les métiers liés à la pêche, à l'aquaculture, au transport maritime ou à la gestion des ressources maritimes, ce forum vise à encourager l'engagement des jeunes dans des filières porteuses d'avenir. Les organisateurs soulignent que l'économie bleue peut jouer un rôle crucial dans la lutte contre les problèmes sociaux et économiques tels que le désespoir, la fuite des cerveaux et l'immigration clandestine. En promouvant des initiatives visant à créer des emplois décents et à stimuler la création de valeur ajoutée, le FOJAEB espère contribuer à la renaissance de l'Afrique.

Influence internationale

Au-delà des participants africains, le FOJAEB se veut également une rencontre internationale, attirant des responsables d'institutions internationales, régionales et sous-régionales, ainsi que des acteurs du secteur privé de l'économie bleue.



Des chefs d'États et de Gouvernements de pays africains sont également attendus, ce qui confère à cet événement une portée diplomatique et stratégique. A noter que la première édition du FOJAEB, qui s'est tenue à Lomé, au Togo, avait déjà jeté les bases d'une dynamique panafricaine en faveur de l'économie bleue. Avec cet événement à Toliara, les organisateurs espèrent franchir une nouvelle étape, en renforçant la coopération et l'engagement des jeunes du continent pour la préservation et l'exploitation durable de ses ressources maritimes.

Douanes : L'administration dénonce une annonce frauduleuse de vente aux enchères de véhicules

R.EDMOND. | 13 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Une tentative de fraude massive est en cours. La Direction générale des douanes annonce dans un communiqué officiel publié, hier que « des individus malintentionnés ont usurpé l'identité de l'administration douanière malgache et annoncent frauduleusement une vente aux enchères de véhicules ». Une sorte d'extorsion de fonds puisque les faussaires exigent des frais d'inscription s'élevant à

un million d'ariary. Visiblement le ministère de l'Economie et des Finances, dont fait partie l'administration des douanes, est devenu ces derniers temps la cible préférée des faussaires de tout genre. À plusieurs reprises, le MEF a dû signaler des usurpations de son site web et de sa page Facebook. Le public est averti du danger de ce genre d'agissement frauduleux.

Comité mondial des FCEM 2025 : les femmes entrepreneures se donnent rendez-vous à Madagascar

MRS | 13 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Les femmes entrepreneures sous le feu des projecteurs. Madagascar, par le biais du Groupement des femmes entrepreneurs de Madagascar (GFEM), sera le pays hôte de l'édition 2025 du comité mondial des Femmes chefs d'entreprises mondiales (FCEM). Près de 150 dirigeantes d'entreprises issues de plus de 100 pays, sont attendues dans la capitale du 28 au 30 avril.

“Vers une économie résiliente et inclusive : les femmes entrepreneures à la croisée du Nord et du Sud”, tel est le thème de cette rencontre d'envergure internationale.

Et juste après la tenue d'une Assemblée générale, des échanges sont au programme des femmes chefs d'entreprises, autour de thèmes variés sur le partage d'expériences et le développement de nouveaux partenariats.

“Accueillir un tel événement est à la fois une occasion et une opportunité pour les femmes entrepreneures malgaches, leur permettant de promouvoir notre pays en tant que destination privilégiée pour les investissements”, a déclaré la présidente du GFEM, Fanja Razakaboana,

hier. Les entreprises intéressées à participer peuvent d'ores et déjà se renseigner auprès du GFEM. En parallèle, des soirées culturelles et un gala viendront ponctuer cet événement. La gastronomie locale et les tenues traditionnelles seront particulièrement mises en avant, avec l'appui et la participation d'associations régionales partenaires du GFEM.

“Comme le veut la tradition, nous souhaitons également faire rayonner la richesse et la diversité de notre culture à travers cette rencontre économique”, a ajouté la présidente. L'objectif est de renforcer la position des entreprises locales à l'international et de favoriser le réseautage mondial.

Perspectives économiques en Afrique : l'avenir de l'Agoa entre les mains de Donald Trump

JEAN RIANA | 13 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Expiré au mois de septembre de cette année, l'avenir de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa), sera entre les mains de Donald Trump et du Congrès américain avec la majorité des Républicains qui devraient procéder ou pas à la prolongation de cet accord commercial multilatéral avec des pays africains. En tout cas, Madagascar mène une offensive diplomatique, pour être à nouveau éligible.

A travers plusieurs rencontres, l'Ambassadrice de Madagascar aux Etats-Unis, Lantosoa Rakotomalala, poursuit ses efforts pour que Madagascar puisse à nouveau bénéficier des préférences tarifaires, grâce à l'Agoa qui exonère de taxes 1.800 produits issus de 32 pays du continent, dont Madagascar.

D'ailleurs, le pays tire parti de sa position favorable, d'après la récente revue sortie la fin de l'année 2024 avec une performance notable. Madagascar se distingue parmi une trentaine de pays africains bénéficiaires de ce programme.



Mais la suite dépendra de la décision que prendra le président américain, qui durant son premier mandat a montré peu d'intérêt pour l'Afrique. Donald Trump a promis d'imposer des droits de douane d'au moins 10% sur toutes les importations aux Etats-Unis. Est-ce que l'accord de l'Agoa serait concerné ? Nombreux pays africains ne cachent pas leurs préoccupations à ce sujet et craignent même le non-renouvellement de l'Agoa.

Balance commerciale excédentaire

Madagascar affiche une balance commerciale excédentaire de 679,8 millions de dollars, en matière de valeurs d'exportation vers les États-Unis.

Selon les chiffres révélés par le Bureau des recensements américains, le volume des échanges commerciaux entre les États-Unis et Madagascar, a atteint 786,6 millions de dollars en 2024, provenant majoritairement

des exportations malgaches à destination des Etats-Unis, dont la valeur totale est estimée à 733,2 millions de dollars pour tous produits confondus. Le volume d'importation des produits américains se situe seulement à 53,4 millions de dollars.

Selon le portail d'information de l'Agoa, les produits textiles représentent 49,3% des exportations malgaches vers les USA, dont le volume s'élevait à 4 milliards dollars en 2023. La vanille se trouve en deuxième position avec 20,7% des productions destinées à l'exportation, suivie des minerais de titane (10%). Les exportations malgaches vers les Etats-Unis représentent près de 1% du PIB du pays en 2019. A cet effet, les Etats-Unis demeurent et restent l'un des pays principaux partenaires commerciaux de Madagascar, grâce surtout à l'Agoa.

Guide d'investissement 2025

Lors du « 2025 Africa Policy Dialogue and Ambassadorial Briefing » au siège de la Chambre de commerce des États-Unis à Washington D.C. l'Ambassadrice Rakotomalala a rencontré Kendra Gaither, Présidente du US-Africa Business Center. Il a été annoncé à l'issue de cet entretien que Madagascar sera l'un des cinq pays africains présentés dans le Guide d'investissement 2025.

Ce guide fournira des informations essentielles aux entreprises américaines et aux investisseurs internationaux sur le potentiel d'investissement et les opportunités de marché dans la Grande Île. L'Ambassadrice Rakotomalala a profité de cette rencontre pour rassurer les investisseurs quant aux réformes entreprises par le gouvernement malgache pour améliorer l'environnement des affaires et encourager les investissements étrangers.

Conjoncture économique : Stratégies de mitigation de trois crises majeures depuis 2019

R.EDMOND. | 14 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Parmi les invités des organisateurs du Sommet Mondial des Gouvernements à Dubaï, la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarininarison a animé, avant-hier, une table ronde sur la stratégie de mitigation des crises.

Une occasion pour le Grand Argentier d'exposer à une assistance composée de dirigeants économiques de haut niveau, la manière avec laquelle le gouvernement a fait face aux trois crises majeures traversées par le pays depuis 2019. Il s'agit en l'occurrence de la crise sanitaire de 2019, de la crise pétrolière de 2022 et enfin des crises climatiques à répétition provoquées chaque année par les intempéries avec leur lot de dégâts.

Mesures-clés

Concernant tout d'abord la gestion de la crise pandémique de 2019, Rindra Hasimbelo Rabarininarison était déjà à l'avant poste, en tant que Secrétaire Général du MEF. Après sa nomination en août 2021, elle a continué la gestion de la crise post-pandémique, pour redresser la barre après la forte contraction économique de -7,1% de 2020. Durant son intervention à cette table ronde, la ministre a notamment cité les mesures phares prises par le gouvernement : la mise en place de la plateforme numérique CovData comme outil de concrétisation de la stratégie adoptée par les autorités sur le concept de déploiement du numérique dans la lutte contre la propagation du coronavirus à Madagascar. Durant cette crise, le pays a également bénéficié d'un appui international qui a notamment permis de mettre en place des transferts monétaires pour aider les plus pauvres et les plus vulnérables durant le confinement.

Crise pétrolière

L'autre crise majeure citée par Rindra Hasimbelo Rabarininarison, durant son intervention concerne la flambée des cours internationaux du pétrole brut dont le baril était passé de 83 dollars en janvier 2022 à 112 dollars en mars 2022. Ce qui a obligé le pays à réviser à la hausse les prix du carburant, tout en continuant à subventionner le secteur pétrolier, afin de préserver la population d'une inflation qui aurait été inévitable si l'on devait appliquer la vérité des prix des carburants. Par ailleurs, pour éviter une forte dépendance aux produits d'importation, les autorités ont pris un certain nombre de mesures comme le programme One District One Factory (ODOF). Et ce, avec des résultats plutôt encourageants puisque en seulement une année, 35 unités industrielles ont été installées pour

la production locale de produits de première nécessité comme le sucre, la farine et autres produits alimentaires. Entretemps, la Banque centrale de Madagascar a continué une politique monétaire prudente, notamment en termes de taux d'intérêt pour éviter l'inflation.



Efforts sanctionnés positivement

La crise environnementale a également marqué l'économie du pays ces dernières années. En 20 ans, Madagascar a, par exemple, connu 35 cyclones, 8 inondations, 5 cas de sécheresse. Rien qu'en 2022, le pays a été frappé par 4 cyclones en seulement 2 mois, avec des dégâts dont le coût est estimé par la Banque mondiale à l'équivalent de 4,8% du PIB. La ministre a cité, entre autres mesures prises par le gouvernement, la réduction de l'énergie thermique à travers le recours à l'énergie renouvelable dont des projets solaires de 50 MW et les 250 MW à venir. Il en est de même des centrales hydroélectriques de Sahofika et de Volobe pour atteindre les objectifs de réduction des coûts énergétiques. En somme, ce ne sont pas les crises et les difficultés qui ont manqué, mais le régime a eu le mérite d'y avoir répondu par des stratégies de mitigation pour en réduire les impacts et poursuivre également le chemin vers le développement. Des efforts sanctionnés positivement par les bailleurs de fonds. A commencer par le FMI, avec qui la Grande Île est sous programme financé par la Facilité élargie de crédit et la Facilité pour la résilience et la durabilité.

Madagascar – Emirats arabes unis : renforcement des relations économiques et commerciales

JEAN RIANA | 14 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Madagascar et les Emirats arabes unis viennent de signer hier à Dubaï, un accord de partenariat pour promouvoir les échanges commerciaux entre les deux pays, faciliter les procédures douanières et renforcer les mesures de défense commerciale

D'après le ministère de l'Industrialisation et du commerce, l'objectif est de créer une zone de libre-échange selon les règles et valeurs établies par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les négociations des réductions de taxes sur les marchandises et la suppression progressive des barrières commerciales sont incluses dans l'accord.

Politique commerciale – Madagascar affirme maintenir la libéralisation de son économie avec une concurrence saine et loyale

12 FÉVRIER | 2424.MG

Antananarivo, 13 Février, 18h30 – Garder la même orientation. La politique commerciale de Madagascar maintiendra la libéralisation de son économie avec une concurrence saine et loyale, tout en veillant à la promotion de l'industrialisation. C'est ce qu'a déclaré le Gouvernement malgache dans son rapport présenté devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le cadre du quatrième examen des politiques et pratiques commerciales de la Grande île.

“Depuis le premier examen de sa politique commerciale, Madagascar a toujours orienté sa politique commerciale à la libéralisation de son économie, conformément aux Accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)”, indiquent les autorités malgaches dans ce rapport. La nouvelle politique commerciale de Madagascar n'entend pas seulement mettre l'accent sur la mise en place de l'Industrialisation à grande échelle au niveau national, sur la promotion des échanges commerciaux et internationaux ou encore sur la diversification des produits et marchés d'exportation. Elle va également assurer la continuation de l'établissement d'une concurrence saine et loyale au niveau du commerce intérieur et extérieur ou encore de la facilitation du commerce et la levée progressive des barrières non tarifaires, selon ce qui est exposé dans ce document.

La politique commerciale de Madagascar est mise en œuvre par le ministère de l'Industrialisation et du

commerce (MIC). C'est ce département qui est d'ailleurs responsable de la réglementation nationale et internationale en matière de commerce international, de la loyauté des pratiques commerciales, de la définition des normes, et de leurs applications.

Pour ce qui est des instruments de la politique commerciale, on y trouve le tarif douanier, l'évaluation en douane, les mesures de facilitation des échanges, l'accès aux marchés, les mesures sanitaires et phytosanitaires. Mais il y a aussi la réglementation technique et la normalisation, les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, les notifications, les mesures correctives commerciales, la politique de la concurrence ainsi que les règles d'origine.

Les rapports du Secrétariat de l'OMC et du gouvernement sont examinés par l'ensemble des membres de l'OMC dans le cadre de l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC). Les conclusions du Président de cet organe sont attendues peu après leur réunion.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

